CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 14 avril 1969

La séance est ouverte à deux heures.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OTAN-RAPPORT DE LA SESSION MINISTÉ-RIELLE TENUE AU PRINTEMPS

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (L'hon. M. Sharp) qui, normalement, ferait rapport à la Chambre de la session ministérielle de l'OTAN tenue au printemps, et en raison du grand intérêt que cette session a suscité, je présente en son nom le rapport suivant à la Chambre.

Si vous me le permettez, monsieur l'Orateur, je déposerai des exemplaires en anglais et en français du communiqué publié à la fin de la session ministérielle régulière du printemps à laquelle j'ai assisté à Washington, jeudi et vendredi derniers, en compagnie du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Une partie de la réunion de Washington a été consacrée à la commémoration du vingtième anniversaire de l'OTAN, mais les ministres n'étaient guère enclins à s'arrêter sur les réalisations passées de l'Alliance. Ils ont plutôt porté leur attention sur les problèmes de l'avenir, immédiats et à long terme.

Il s'agissait avant tout de rechercher une solution aux problèmes entre l'Est et l'Ouest. L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie avait dissipé les espoirs d'améliorer les relations entre l'Est et l'Ouest mais on a convenu à Washington qu'un dialogue soutenu entre les membres de l'OTAN et les pays du Pacte de Varsovie était la seule formule rationnelle. Dès lors, les 15 États membres de l'OTAN ont convenu de reprendre graduellement contact avec les pays du Pacte de Varsovie et d'explorer toutes les possibilités de négociations propres à résoudre leurs divergences actuelles avec les pays de l'Est.

Les ministres ont étudié assez longuement la proposition portant création d'une conférence sur la sécurité européenne dont faisait état le communiqué publié le 17 mars, à Budapest, par les pays du Pacte de Varsovie. l'importance que nous accordons à une

On trouvait qu'une telle conférence, établie dans les termes de la déclaration de Budapest, entraînerait de sérieuses difficultés, car le mandat proposé consacrait la division de l'Allemagne et les frontières actuelles de l'Europe centrale. Accepter d'avance l'attitude communiste sur ces questions serait nettement préjuger de l'issue de la conférence. Bien des délégations, y compris celle du Canada, estimèrent à Washington que si le bloc de l'Est s'intéressait vraiment à la tenue d'une conférence sur la sécurité européenne, il accepterait peut-être de lui assigner un mandat plus réaliste. Les ministres des pays de l'OTAN s'entendirent sur le principe de mesures qui permettraient de sonder les intentions véritables des pays de l'Europe orientale, surtout sur des sujets pouvant permettre un compromis. De l'avis général, le Canada et les États-Unis devraient être tous deux invités à une telle conférence.

[Français]

Lors de la réunion de Washington, une nouvelle perspective importante a été ajoutée aux entretiens des ministres. Il s'agissait d'établir ce que les membres de l'Alliance pourraient faire collectivement pour aider à trouver des solutions aux problèmes sociaux que doivent affronter les sociétés modernes, ainsi qu'à combler l'écart qui existe entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Il a été convenu que de nombreux aspects de ces questions étaient déjà à l'étude au sein de certains autres organismes internationaux, mais, selon l'opinion générale, l'O-TAN pourrait aider à trouver de nouveaux et de meilleurs moyens de partager les points de vue et l'expérience acquise à cet égard.

• (2.10 p.m.)

[Traduction]

La délégation canadienne cherchait surtout à s'assurer que l'OTAN ne ménagerait aucun effort pour tenter d'améliorer le plus tôt possible les relations entre l'Est et l'Ouest. Le document sur les relations Est-Ouest qu'avaient les ministres se fondait sur un projet canadien, et les résultats de la rencontre en ont largement reflété les conclusions.

Dans la principale déclaration canadienne, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'a pas insisté seulement sur les relations entre l'Est et l'Ouest en général, mais sur